

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

BANK AUDI FRANCE SA

Société Anonyme au capital de 56 873 350 €
Siège social : 73, avenue des Champs Elysées, 75008 Paris
315 768 176 R.C.S Paris

A. — États financiers au 31 décembre 2016.

I. — Bilan publiable au 31 décembre 2016.

(En Euros.)

Actif	Notes	2016	2015
Caisse, banques centrales, C.C.P.	1	39 750 922	32 008 760
Créances sur les établissements de crédit	2	135 642 047	279 875 833
Opérations avec la clientèle	3	557 253 008	402 015 271
Obligations et autres titres à revenu fixe	4	55 279 441	50 256 961
Actions et autres titres à revenu variable	5	6 188	807 142
Participations	6	50 553	124 998
Immobilisations incorporelles	7	88 232	178 969
Immobilisations corporelles	8	1 055 955	907 827
Autres actifs	9	1 403 704	1 620 807
Comptes de régularisation	10	546 519	1 025 838
Total actif		791 076 569	768 822 406

Passif	Notes	2016	2015
Dettes envers les établissements de crédit	11	89 480 452	99 199 477
Opérations avec la clientèle	12	602 658 927	577 384 651
Autres passifs	13	1 427 253	607 743
Comptes de régularisation	14	3 601 777	3 186 982
Provisions	15	8 656 565	4 514 093
Fonds pour risques bancaires généraux	15	6 472 802	6 472 802
Capital	16	56 873 350	56 873 350
Réserves	16	4 226 394	4 013 453
Report à nouveau	16	12 356 914	12 311 031
Résultat de l'exercice	16	5 322 135	4 258 824
Total passif		791 076 569	768 822 406

Hors-bilan	2016	2015
Engagements donnés :		
Engagements de financement en faveur de la clientèle	51 464 163	53 809 100
Engagements de financement en faveur Ets de crédit		
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	22 572 059	22 606 358
Engagements de garantie en faveur Ets de crédit	33 606 729	23 133 007
Engagements sur titres		
Engagements reçus :		
Engagements de financement		
Engagements de garantie reçus de la clientèle		

Engagements de garantie reçus Ets de crédit	16 214 128	21 927 509
Engagements sur titres		

II. — Compte de résultat publiable au 31 décembre.

(En Euros)	Notes	2016	2015
Intérêts et produits assimilés	17	20 739 909	17 724 122
Intérêts et charges assimilées	18	-3 186 295	-2 005 405
Revenus des titres à revenu variable		101	219
Commissions (produits)	19	3 197 191	3 300 592
Commissions (charges)	19	-328 446	-368 527
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	20	418 510	571 646
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	21	3 729 170	-174 618
Autres produits d'exploitation bancaire	22	70 702	2 105
Autres charges d'exploitation bancaire	22	-56 183	-58 350
Produit net bancaire		24 584 659	18 991 784
Charges générales d'exploitation	23	-11 725 678	-11 705 749
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		-321 366	-318 118
Résultat brut d'exploitation		12 537 615	6 967 917
Coût du risque	24	-4 123 756	-232 913
Résultat d'exploitation		8 413 859	6 735 004
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		-28 411	-3 428
Résultat courant avant impôt		8 385 448	6 731 576
Résultat exceptionnel	25		
Impôt sur les bénéfices	26	-3 063 313	-2 472 752
Dotations/reprises du FRBG			
Résultat net		5 322 135	4 258 824

III. — Annexe aux états financiers.

Principes comptables et méthodes appliquées.

(Exercice clos le 31 décembre 2016.)

A. Introduction.

Les états financiers sont préparés en accord avec la réglementation applicable en France aux Etablissements de Crédit, conformément aux dispositions du règlement 2014-07, relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) (articles 1111-1 à 1124-61).

Les états financiers de l'exercice 2016 ainsi que le rapport de gestion du Conseil d'Administration et les rapports des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels de Bank Audi France sont à la disposition du public, gratuitement et sur simple demande par téléphone au 01 53 83 50 00 ou par courrier à l'adresse suivante :

Bank Audi France,
73, avenue des Champs-Élysées
75008 Paris.

Les comptes de Bank Audi France, filiale à 100% de Bank Audi SAL, dont le siège est situé Place Bab Idriss – Beyrouth 2021 8102 – Liban, sont intégrés dans les comptes consolidés de sa maison mère selon la méthode de l'intégration globale.

B. Principales méthodes d'évaluation.

Les principales méthodes comptables adoptées par Bank Audi France sont les suivantes :

(a) Opérations en devises. — Les créances et dettes libellées en devises étrangères sont réévaluées en euros sur la base des cours de change en vigueur aux dates d'arrêts. Les charges et produits sont convertis en euros sur la base des cours de change en vigueur le jour de leur comptabilisation.

(b) Prêts à la clientèle et provisions. — Les prêts accordés à la clientèle sont inscrits au bilan à leur valeur nominale. Cette valeur est diminuée au fur et à mesure des remboursements en capital. Les prêts achetés sur le marché secondaire sont enregistrés à leur prix de revient. Les écarts entre la valeur nominale d'origine et le prix de revient (décotes ou surcotes) sont lissés sur la durée de vie des prêts.

Concernant le traitement comptable du risque de crédit, Bank Audi France applique les articles 2211-1 à 2251-13 du règlement 2014-07 de l'ANC.

Les principales catégories de créances sont les suivantes :

— Créances saines : Sont qualifiées de créances saines les encours qui ne sont pas porteurs d'un risque de crédit avéré. Un risque de crédit est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

— Impayés : Sont qualifiées d'impayées, les échéances de toute nature impayées pendant un délai inférieur ou égal à trois mois, six mois ou neuf mois (selon la nature de la contrepartie, voir ci-dessous).

— Créances restructurées : Les créances restructurées du fait de la situation financière d'un débiteur sont également à nouveau inscrites en encours sains si la restructuration s'est faite aux conditions de marché à la date de la restructuration.

Les encours restructurés à des conditions hors marché sont identifiés dans une sous-catégorie spécifique des encours sains jusqu'à leur échéance finale. Tout abandon de principal ou d'intérêts, échu ou couru, est constaté en perte au moment de la restructuration. Tout écart d'intérêt futur, par référence aux conditions de marché au jour de la restructuration si ces dernières sont inférieures aux conditions initiales, et par référence aux conditions initiales dans le cas contraire, fait l'objet, pour son montant actualisé, d'une décote au moment de la restructuration, enregistrée en coût du risque ; cette décote est réintégrée sur la durée de vie du crédit dans la marge d'intérêt. Si le débiteur, après un retour en encours sains, ne respecte pas les échéances fixées, les encours sont immédiatement déclassés en encours douteux compromis.

Bank Audi France définit les créances restructurées comme étant des créances détenues auprès de contreparties présentant des difficultés financières telles que l'établissement de crédit est amené à modifier les caractéristiques initiales (durée, taux, etc.), afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances.

— Créances douteuses : Le statut de créance douteuse peut provenir, soit d'un déclassement automatique conformément à la réglementation en vigueur (créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque probable ou certain de non recouvrement total ou partiel, impayées depuis plus de trois mois pour tout type de crédit et le crédit-bail immobilier, plus de six mois pour les crédits immobiliers et plus de neuf mois pour les crédits aux collectivités locales), soit d'un déclassement manuel à la suite d'un événement judiciaire (redressement, liquidation...), d'un litige ou de la survenance d'un incident mettant en péril le recouvrement de la créance (détérioration notable de la situation financière du débiteur avec incapacité patente de respecter les engagements pris vis-à-vis de la banque).

Le classement pour une contrepartie donnée des encours en encours douteux entraîne par "contagion" un classement identique de la totalité de l'encours et des engagements relatifs à cette contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou caution. Lorsque la contrepartie appartient à un groupe, la Banque examine les conséquences de cette défaillance au niveau du groupe et apprécie la nécessité de classer en encours douteux l'ensemble des encours relatifs aux entités juridiques formant ce groupe.

Reclassement d'un encours douteux en sain : conformément aux articles 2211-1 à 2251-13 du règlement 2014-07 de l'ANC, le classement en encours douteux peut-être abandonné lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine. Dans ce cas l'encours est porté à nouveau en encours sain.

Parmi les encours douteux, Bank Audi France distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

— Créances douteuses compromises : Ce sont les créances pour lesquelles les conditions de solvabilité de la contrepartie sont telles qu'après une durée raisonnable de classement en encours douteux, aucun reclassement en encours sain n'est prévisible. En tout état de cause, l'identification en encours douteux compromis intervient au plus tard un an après la classification en encours douteux, sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé.

Lorsque, après un retour en encours sain, le débiteur ne respecte pas les échéances fixées, les encours sont immédiatement déclassés en encours douteux compromis.

— Créances douteuses non compromises : Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

— Provisions : Les provisions pour créances douteuses sont enregistrées en fonction des risques de non recouvrement des sommes en capital dues par les clients. Elles sont déterminées dossier par dossier et font l'objet d'un examen détaillé trimestriel. Elles sont inscrites à l'actif en diminution des crédits concernés. La provision en capital est enregistrée dans le poste "coût du risque" du compte de résultat.

— Intérêts sur créances douteuses : Les intérêts sur créances douteuses sont provisionnés à 100 %. Les provisions constituées et les reprises impactent directement le produit net bancaire du compte de résultat.

— Pertes : Les encours douteux compromis sortent du bilan pour passage en perte au plus tard lorsque les droits de la banque en tant que créancier sont éteints.

(c) Risques pays et provisions. — Ces risques sont analysés périodiquement pays par pays après réalisation de tests de résistance (stress tests). Après déduction des garanties déductibles, le solde par pays des créances et engagements par signature pouvant faire l'objet d'une perte potentielle est provisionné sur la base du pourcentage calculé par le test de résistance. La provision évaluée est enregistrée au passif du bilan.

(d) Titres en portefeuille détenus pour compte propre. — Les titres que la Banque détient pour compte propre sont enregistrés dans deux catégories : Titres d'investissement : comme précisé aux articles 2311-1 à 2391-1 du règlement 2014-07 de l'ANC, ce sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie titres de placement avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance. Bank Audi France dispose de la capacité nécessaire pour continuer à détenir ces titres jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont enregistrés conformément aux dispositions du règlement précité. Ils ne sont pas évalués au prix du marché sauf s'il est constaté une dégradation importante de la qualité de crédit de l'émetteur.

Titres de placement : ce même règlement précise qu'il s'agit des titres qui ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction (détention à court terme) ni parmi les titres d'investissement.

Les titres de placement sont enregistrés conformément aux dispositions du règlement précité. Ils font l'objet éventuellement d'une provision pour dépréciation pour ajustement à la valeur de marché.

Cette provision reflète les moins-values constatées en fin d'exercice sans tenir compte des plus-values pouvant exister sur d'autres titres (sauf s'ils sont regroupés dans un même ensemble homogène).

Lorsque les titres à revenu fixe sont acquis ou souscrits à un prix différent de leur valeur de remboursement, la différence (décote ou surcote) est rattachée de manière actuarielle aux résultats imposables au taux de droit commun sur la durée de vie résiduelle des titres.

(e) Titres de participation. — Les titres de participation sont enregistrés à leur coût d'acquisition et provisionnés en fonction des valeurs d'usage.

(f) Transactions entre parties liées. — L'absence d'informations relatives aux transactions effectuées avec des parties liées qui n'ont pas été conclues aux conditions normales de marché est justifiée par le fait que les transactions effectuées par Bank Audi France avec des parties liées sont exclues de la liste des transactions concernées par cette obligation, en accord avec les dispositions du règlement ANC 2010-04.

(g) Immobilisations. — Les immobilisations sont inscrites au bilan pour leur prix d'acquisition. Elles sont amorties selon les méthodes et durées estimées d'utilisation suivantes :

- Immobilisations d'exploitation acquises depuis le 01/01/2005 :
- Immobilisations incorporelles :
 - Progiciels : 3 ans mode linéaire (coût de la licence et des développements supplémentaires),
 - Logiciels bureautiques : 3 ans mode linéaire (coût de la licence à l'achat – les coûts de maintenance et de renouvellement sont comptabilisés en charges -).
- Immobilisations corporelles :

Mobilier et matériel de bureau :	10 ans mode linéaire,
Matériel informatique :	3 ans mode dégressif,
Agencements et Installations :	10 ans mode linéaire,
Véhicules :	5 ans mode linéaire,
Objets d'art :	non amortis.

Les immobilisations hors exploitation concernent des datations en paiement de créances.

Les actifs de la banque ne sont pas décomposables, d'après la définition de la réglementation.

(h) Résultats sur opérations de change. — Les différences entre, d'une part, les montants résultant de l'évaluation des comptes de position de change, opérée conformément au paragraphe (a) Opérations en devises ci-dessus, et d'autre part, les montants inscrits dans les comptes de contre-valeur de position de change sont portées au compte de résultat.

(i) Commissions – produits. — Les commissions payables à échéance qui se rapportent à une période de prestation déterminée sont étalées sur la durée de la prestation. Elles sont constatées en produit à recevoir jusqu'au jour du règlement.

Les commissions payables d'avance telles que les commissions sur garanties émises par la banque d'ordre de sa clientèle sont lissées en résultat sur la durée de vie de la garantie émise. Elles sont constatées en produits perçus d'avance jusqu'à la date d'échéance de la garantie.

Les commissions se rapportant à des opérations ponctuelles (opérations de guichet, frais de dossier,...) sont enregistrées directement dans le compte de résultat.

(j) Impôt sur les sociétés. — Cet impôt a été calculé conformément aux règles fiscales en vigueur. Aucun impôt différé n'a été constaté dans les comptes.

(k) Indemnités de Départ à la Retraite. — Au 31/12/2016, le montant des indemnités de départ à la retraite (IDR) s'élève à 173 705 €, charges patronales incluses.

Les paramètres suivants ont été pris en considération pour le calcul des engagements IDR au 31/12/2016 :

- taux de charges : 52,5 %
- table de survie : référence à la table INSEE TD-TV 07-09
- âge de départ : 65 ans
- ancienneté : 10 ans minimum dans l'entreprise
- taux de rotation du personnel : 10 %
- taux d'actualisation : 0.80 %
- taux de revalorisation : 3 %

Note 1. – Caisse, banques centrales, CCP.

(En milliers d'Euros)	2016	2015
Caisse	229	383
Compte à la Banque de France	39 522	31 626
Total	39 751	32 009

Note 2. – Créances sur les établissements de crédit.

(En milliers d'Euros)	2016		2015	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes ordinaires débiteurs	94 309		171 471	
Comptes et prêts interbancaires		19 037		69 491
Autres prêts		22 280		38 824
Sous-total	94 309	41 317	171 471	108 315
Créances rattachées	4	12	4	86
Total	94 313	41 329	171 475	108 401
Total général (1)	135 642		279 876	

(1) Dont créances éligibles au refinancement de la Banque Centrale : 0,00 €

Note 3. – Actif - Opérations avec la clientèle.

(En milliers d'Euros)	2016	2015
-----------------------	------	------

	Brut	Provisions	Net	Net
Créances commerciales	15 207		15 207	8 425
Autres concours à la clientèle :				
Crédits	399 205		399 205	259 210
Valeurs non imputées	42		42	
Comptes ordinaires débiteurs	150 561	9 274	141 287	133 201
Sous-total	565 015	9 274	555 741	400 836
Créances rattachées	1 512		1 512	1 179
Total (1)	566 527	9 274	557 253	402 015

(1) Dont créances éligibles au refinancement de la Banque Centrale : 0,00 €

Note 3. (Suite) Répartition des encours clients par zones géographiques.

(En milliers d'Euros.)

Zones géographiques	Encours sains	Encours restructurés Conditions du marché	Encours restructurés Hors Conditions du marché	Encours douteux	Encours douteux compromis	Total
France	87 363	8 863		2 297		98 523
Etats-Unis d'Amérique	3 524					3 524
Grande Bretagne	60 461					60 461
Pays-Bas	11 029					11 029
Suisse	2 661					2 661
Turquie	10 126					10 126
Autres pays OCDE	149					149
Total OCDE	175 314	8 863	0	2 297	0	186 474
Arabie Saoudite	53 511					53 511
Bahreïn	18 974					18 974
Cameroun	3 132					3 132
Centrafrique	2 896					2 896
Chypre	27 633					27 633
République Démocratique du Congo	3 308					3 308
Côte d'Ivoire	45 910					45 910
Egypte	6 205	4 359				10 564
Emirats Arabes Unis	24 708					24 708
Gambie	12 294					12 294
Guinée	2 012					2 012
Jordanie	4 984					4 984
Liban	138 489					138 489
Monaco	16 885					16 885
Qatar	2 532					2 532
Tanzanie	0	1 362				1 362
Autres pays Hors OCDE	1 584					1 584
Total HORS OCDE	365 058	5 721	0	0	0	370 779
Total 2016	540 372	14 584	0	2 297	0	557 253
Total 2015	390 977	10 390	0	648	0	402 015

Dépréciation sur encours douteux et compromis hors provisions pour risques pays :

Zones géographiques	Stock au 01/01/2016	Variation nette	Stock 31/12/2016
France	1 159	1 056	2 215
Espagne	70	-70	
Portugal	4	0	4
Total OCDE	1 233	986	2 219

Syrie	6 901	154	7 055
Liban	1 579	-1 579	
Total HORS OCDE	8 480	-1 425	7 055
Totaux	9 713	-439	9 274
% Créances douteuses provisionnées	93,75%		80,15%

NB : un stock de provisions pour risques pays de 4.900 K€ figure au bilan du 31/12/2016

Résultat net sur encours douteux et compromis dépréciés.

	2016	2015
Dotations provisions créances douteuses clientèle	-1 337	-444
Pertes sur créances douteuses	-869	-1
Reprises de provisions sur créances douteuses	1 976	43
Net	-230	-402

Note 4.a. – Portefeuille titres à revenus fixes cotés sur un marché organisé.

	2016				2015			
	Transaction	Placement	Investissement	Total	Transaction	Placement	Investissement	Total
Prix de revient		55 190		55 190		49 786		49 786
Créances rattachées		583		583		646		646
Total		55 773		55 773		50 432		50 432
Dépréciation		493		493		175		175
Net		55 279		55 279		50 257		50 257
Moins-values latentes (1)								
Plus-values latentes (1)						14		14

(1) Entre prix de revient et valeur de marché hors coupons courus

Note 4.b. – Répartition des titres à revenus fixes selon la durée restant à courir.

(En milliers d'Euros)	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total
Obligations émises par des organismes publics					
Titres Lebanese Republic				18 564	18 564
Titres émis par l'Etat du Qatar	6 649		14 276		20 925
Titres Banque Européenne d'investissement	5 700	2 854			8 554
Total 2016	12 349	2 854	14 276	18 564	48 043
Total 2015			35 322		35 322
Autres émetteurs					
Obligations	6 654				6 654
Total 2016	6 654				6 654
Total 2015		10 538	3 750		14 288

Note 5.a. – Actions et autres titres à revenus variables cotés sur un marché organisé.

(En milliers d'Euros)	2016 (1)			2015 (1)		
	Transaction	Placement	Total	Transaction	Placement	Total
Prix de revient		6	6		6	6
Total		6	6		6	6
Dépréciation						
Net		6	6		6	6
Moins-values latentes						
Plus-values latentes		16	16		15	15

(1) Au cours de l'exercice, aucun transfert d'une catégorie vers une autre n'a été effectué

Note 5.b. – Actions et autres titres à revenus variables non cotés sur un marché organisé.

(En milliers d'Euros)	2016 (1)			2015 (1)		
	Transaction	Placement	Total	Transaction	Placement	Total
Prix de revient		21	21		821	821
Total		21	21		821	821
Dépréciation		21	21		20	20
Net					801	801
Moins-values latentes						
Plus-values latentes					78	78
(1) Au cours de l'exercice, aucun transfert d'une catégorie vers une autre n'a été effectué						

Note 6. – Titres de participation non cotés sur un marché organisé.

Titres non cotés	2016			2015		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Etablissements de crédit						
Autres entreprises à caractère financier	50		50	125		125
Entreprises à caractère non financier	9	9	0	9	9	0
Sous-total	60	9	51	134	9	125
Total	60	9	51	134	9	125

Note 6.suite. – Liste des filiales et participations non cotées sur un marché organisé.

(En Euros)	% Capital détenu	Capitaux propres	Résultat 2016	Valeur nette comptable
Participations comprises entre 10 et 50% :				
Groupe Audi SARL	20,00%	NC	NC	219
Participations inférieures à 10% :				
Swift	4 parts	NC	NC	
Oséo SA	62 parts	NC	NC	575
Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution		NC	NC	49 759
Total				50 553

Note 7. – Immobilisations incorporelles.

(En milliers d'Euros)	01/01/2016	Acquisitions dotations	Cessions reprises	Autres variations	31/12/2016
Valeur brute :					
Frais d'établissement					
Logiciels informatiques	1 873	48			1 921
Immobilisations en cours	0				0
Total	1 873	48	0	0	1 921
Dotation aux amortissements et aux dépréciations :					
Frais d'établissement					
Logiciels informatiques	1 694	139			1 833
Total	1 694	139	0	0	1 833
Valeur nette comptable	179				88

Note 8. – Immobilisations corporelles.

(En milliers d'Euros)	01/01/2016	Acquisitions dotations	Cessions reprises	Autres variations	31/12/2016
Valeur brute :					
Agencements, installations et autres immobilisations Corporelles	3 153	359	575		2 937
Immobilisations en cours					
Immobilisations hors exploitation (1)	610				610
Total	3 763	359	575		3 547
Dotation aux amortissements et aux dépréciations :					
Agencements, installations et autres immobilisations Corporelles	2 555	183	547		2 191
Immobilisations en cours					
Immobilisations hors exploitation (1)	300				300
Total	2 855	183	547		2 491
Valeur nette comptable	908				1 056
<i>(1) Biens reçus en dation de paiement</i>					

Note 9. – Autres actifs.

(En milliers d'Euros)	2016	2015
Fonds de garantie des dépôts et de résolution	265	255
Fonds de Résolution Unique	46	29
Etat impôts et taxes	479	390
Dépôts et cautionnements	253	303
Avoirs chez correspondants titres	5	603
Appels de marges sur opérations de change à terme	302	
Autres débiteurs divers	54	39
Total	1 404	1 621

Note 10. – Comptes de régularisation.

(En milliers d'Euros)	2016	2015
Comptes d'ajustement sur devises et opérations de hors-bilan		6
Charges constatées d'avance	441	534
Produits à recevoir	3	115
Autres comptes de régularisation	102	371
Total	547	1 026

Note 11. – Dettes envers les établissements de crédit.

(En milliers d'Euros)	2016		2015	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes ordinaires	11 853		16 801	
Comptes et emprunts		77 601		82 357
Sous-total	11 853	77 601	16 801	82 357
Dettes rattachées	7	20		42
Total	11 860	77 621	16 801	82 398
Total général	89 480		99 199	

Note 12. – Comptes créditeurs de la clientèle.

(En milliers d'Euros)	2016		2015	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes d'épargne à régime spécial				

Dettes rattachées				
Total				
Autres comptes créditeurs :				
Comptes ordinaires de la clientèle	218 845		208 193	
Comptes créditeurs à terme		382 996		368 683
Valeurs non imputées et autres sommes dues				
Dettes rattachées		819		509
Total	218 845	383 814	208 193	369 192
Total général	602 659		577 385	

Note 13. – Autres passifs.

(En milliers d'Euros)	2016	2015
Fournisseurs	18	21
Etat, impôts et taxes	726	132
Salariés	288	66
Fonds non réclamés	395	389
Total	1 427	608

Note 14. – Comptes de régularisation.

(En milliers d'Euros)	2016	2015
Compte d'ajustement devises	336	
Produits constatés d'avance	209	137
Charges à payer	2 494	2 825
Autres comptes de régularisation	564	225
Total	3 602	3 187

Note 15.a. – Provisions.

(En milliers d'Euros)	01/01/2016	Dotations	Reprises ⁽¹⁾	31/12/2016
Autres provisions sur :				
Etablissements de crédit				
Clientèle	3 584	93		3 676
Risques pays	900	4 000		4 900
Provisions diverses	30	50		80
Total	4 514	4 143	0	8 657

(1) : Dont provisions utilisées : 0 milliers d'Euros ; provisions devenues sans objet : 0 milliers d'Euros

Note 15.b. – Fonds pour risques bancaires généraux.

(En milliers d'Euros)	01/01/2016	Dotations	Reprises	31/12/2016
Provision	6 473			6 473

Note 16. – Capital et réserves.

(En milliers d'Euros)	2 015	+	-	2 016
Capital souscrit (1)	56 873			56 873
Réserve légale	1 267	213		1 480
Réserves statutaires et contractuelles	2 746			2 746
Report à nouveau	12 311	46		12 357

Résultat	4 259	5 322	4 259	5 322
Total	77 457	5 581	4 259	78 779
<i>(1) Le capital est divisé en 3 729 400 actions entièrement souscrites de 15,25 € chacune</i>				

Note 17. – Intérêts et produits assimilés.

(En milliers d'Euros)	2016		2015	
	Ets de crédit	Clientèle	Ets de crédit	Clientèle
Intérêts sur Banques Centrales et Offices Chèques Postaux			3	
Intérêts sur comptes ordinaires débiteurs	59	4 606	144	3 604
Intérêts sur comptes et prêts	720	13 470	1 187	11 252
Autres intérêts et produits assimilés	162	91	118	142
Intérêts sur valeurs reçues en pension	92			
Intérêts sur créances douteuses	7	190	6	149
Dotation des intérêts	-7	-136	-6	-84
Reprise provisions sur intérêts		89		32
Intérêts sur titres de placement	913	73	597	110
Produits sur opérations de hors-bilan	73	339	104	366
Total	2 019	18 721	2 153	15 572
Total général	20 740		17 724	

Note 18. – Intérêts et charges assimilées.

(En milliers d'Euros)	2016		2015	
	Ets de crédit	Clientèle	Ets de crédit	Clientèle
Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs	105		24	7
Intérêts sur comptes et emprunts	301	2 348	251	1 644
Autres intérêts	407	25	69	10
Intérêts sur comptes d'épargne à régime spécial				
Total	813	2 373	345	1 661
Total général	3 186		2 005	

Note 19. – Commissions.

(En milliers d'Euros)	2016		2015	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations de trésorerie et interbancaires	51	141	4	156
Opérations avec la clientèle	2 832		2 884	
Prestations de services financiers :				
Opérations sur titres	68	56	158	54
Commissions sur activités d'assistance et de conseil				
Prestations diverses de services financiers	246	131	255	159
Total	3 197	328	3 301	369

Note 20. – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation.

(En milliers d'Euros)	2016		2015	
	Gains	Pertes	Gains	Pertes
Gains sur opérations de change et arbitrage	419		572	
Net des gains et pertes	419		572	

Note 21. – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement & assimilés.

(En milliers d'Euros)	2016		2015	
	Gains	Pertes	Gains	Pertes
Plus et moins-values de cession	4 047			
Charges diverses sur titres de placement				
Dotations et reprises pour dépréciation s/titres de placement	66	384		175
Sous-total	4 113	384	0	175
Net des gains et pertes	3 729		-175	

Note 22. – Autres produits et charges d'exploitation bancaire.

(En milliers d'Euros)	2016		2015	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Produits divers d'exploitation bancaire	71			
Charges diverses d'exploitation bancaire		56		58
Produits accessoires et charges refacturées			2	
Total	71	56	2	58

Note 23. – Charges générales d'exploitation

(En milliers d'Euros)	2016	2015
Salaires et traitements	3 979	3 889
Charges de retraite	388	392
Participation et intéressement des salariés	138	66
Autres charges sociales	1 715	1 800
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	209	206
Total frais de personnel	6 429	6 353
Impôts et taxes	375	260
Services extérieurs (1)	4 921	5 093
Total autres frais administratifs	5 296	5 353
Total	11 726	11 706

(1) Dont honoraires des commissaires aux comptes au titre de leur mission de contrôle des comptes : 113

Note 24. – Coût du risque.

(En milliers d'Euros)	2016	2015
Dépréciation sur créances douteuses en capital		
Dotations aux provisions sur engagements de hors-bilan	-92	
Dotations aux provisions pour risque clientèle	-1 337	-444
Dotations aux provisions pour risques pays	-4 900	-900
Dotations aux provisions pour risques divers	-50	
Pertes sur créances irrécupérables couvertes par des provisions	-868	-1
Pertes sur créances irrécupérables non couvertes par des provisions		
Reprises de provisions sur créances douteuses en capital	1 976	43
Reprises de provisions pour risques pays	900	900
Reprises de provisions pour risques de hors-bilan et divers		
Récupération sur créances douteuses amorties	249	169
Total	-4 124	-233

Note 25. – Résultat exceptionnel.

Néant.

Note 26. – Impôt sur les bénéfices.

(En milliers d'Euros)	2016	2015
Résultat fiscal imposé au taux courant	8 690	6 949
Résultat fiscal imposé à taux réduit		
Contribution sur les revenus distribués	120	105

Note 27. – Variations des impôts différés ou latents.

(En milliers d'Euros)	2016	2015
Charges non déductibles temporairement :		
C3S	16	6
Jetons de présence	150	150
Participation des salariés et charges afférentes	173	83
Produits imposés non encore comptabilisés		
Total	339	239
Eléments à imputer		
Déficits reportables fiscalement		

Note 28. – Effectifs et autres informations.

	2016	2015
Techniciens de la Banque	21	24
Cadres de la Banque	32	31
Cadres "hors classification"	6	6
Total	59	61

Note 29. – Opérations avec les entreprises liées cotées.

(En milliers d'Euros)	2016					2015
	Entreprises liées		Participations		Total	
	Total	Dont subordonné	Total	Dont subordonné		
Actif :						
Créances sur les établissements de crédit	540				540	552
Créances sur les autres entreprises liées						
Total actif	540				540	552
Passif :						
Dettes envers les établissements de crédit	70 826				70 826	74 283
Dettes envers les autres entreprises liées						
Total passif	70 826				70 826	74 283
Hors-bilan						
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit						
Engagements de garantie en faveur d'établissements de crédit	17 802				17 802	14 670
Total des engagements donnes	17 802				17 802	14 670

Note 30. – Répartition des emplois et des ressources selon la durée restant à courir.

(En milliers d'Euros)	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total
Actifs :					
Créances sur les établissements de crédit	29 317	12 000			41 317
Créances sur la clientèle	70 322	31 714	197 802	114 574	414 412
Total 2016	99 639	43 714	197 802	114 574	455 729
Total 2015	129 129	68 014	88 801	90 007	375 950
Passifs :					
Dettes sur établissements de crédit	72 858	4 743			77 601
Comptes créditeurs de la clientèle	211 264	156 457	14 352	922	382 996
Total 2016	284 122	161 200	14 352	922	460 597
Total 2015	328 134	120 147	1 801	958	451 040
Hors-bilan :					
Engagements de financement en faveur de la clientèle	42 565	7 429	1 471		51 464
Engagements de financement en faveur des établissements de crédit					
Total 2016	42 565	7 429	1 471		51 464
Total 2015	41 178	5 009	7 622		53 809

Note 31. – Rémunérations.

	2016	2015
Organes d'administration	388	387

Note 32. – Crédit d'impôt compétitivité emploi.

Le CICE a été utilisé pour financer partiellement les augmentations de salaires qui ont eu lieu en mars 2016.

B. — Rapport de gestion du conseil d'administration à l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires sur l'exercice 2016.

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire annuelle en application des statuts et des dispositions du Code de commerce pour vous rendre compte de l'activité de Bank Audi France au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016, des résultats de cette activité et des perspectives d'avenir et soumettre à votre approbation le bilan et les comptes annuels dudit exercice.

Les convocations prescrites par la loi ont été régulièrement adressées aux actionnaires dans les délais légaux et dans les conditions requises par la Loi.

Tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à la disposition de l'ensemble des actionnaires dans les délais impartis et adressés à leur demande.

1. Activité et situation de Bank Audi France au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016 et perspectives d'avenir.

A. Activité et situation de la société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016. — Le Résultat Brut d'Exploitation est en hausse de 80% par rapport à l'année 2015. Il atteint 12,5 M€ vs 7,0 M€ l'an dernier. Ceci est dû à l'effet conjugué :

— d'un Produit Net Bancaire en nette progression, du fait d'un résultat en hausse de 3,9 M€ (en raison d'une plus-value exceptionnelle) sur le portefeuille de titres de placement, ainsi que d'une progression de 1,9 M€ de la marge nette des intérêts ;

— de charges générales d'exploitation d'un montant identique à celui de l'an passé.

Les événements persistant au Moyen-Orient ont amené la Banque à poursuivre une politique conservatrice.

La Banque a continué à privilégier le financement de négoce régional et international à travers le développement des relations avec la clientèle active dans ce domaine et les banques correspondantes confirmant ses instruments de négoce.

Enfin, le portefeuille de prêts immobiliers a continué à se développer dans le cadre du financement des acquisitions de la clientèle de la Banque en France.

Le **Résultat Brut d'Exploitation** se résume ainsi :

(En milliers d'Euros)	2015	2016	N vs N-1	Variation
Produit net bancaire	18 992	24 585	5 593	+ 29%
Charges Générales d'Exploitation (y.c. amortissements des immobilisations)	12 024	12 047	23	+ 0,2%
Résultat brut d'exploitation :	6 968	12 538	5 570	+ 80%

Au sein du Produit Net Bancaire, la marge d'intérêts est en hausse sensible (+ 13%) pour atteindre 17.1 M€ vs 15.1 M€ en 2015. Ceci est la conséquence de la forte progression des encours de prêts clientèle sur la période.

La Marge d'intérêts représente 69 % du **Produit Net Bancaire**, qui se décompose comme suit :

(En milliers d'Euros)	2015	2016	N vs N-1	Variation
Marge nette des intérêts	15 112	17 058	1 946	+ 13%
Commissions et autres produits nets	3 483	3 379	-104	- 3%
Dont :				
Commissions sur cautions émises	470	412	-58	
Commissions sur crédits documentaires	1 483	1 032	-451	
Commissions sur comptes à vue	501	521	20	
Commissions sur dossiers de crédit	462	793	331	
Commissions diverses	567	621	54	
Gains/pertes sur opérations de portefeuille	-175	3 729	3 904	
Résultat de change	572	419	-153	
Total du pnb	18 992	24 585	5 593	+ 29%

Le poste «commissions et autres produits nets» est en baisse (- 3%) par rapport à 2015, la progression des commissions sur dossiers de crédit n'ayant pas permis de compenser la forte baisse des commissions sur crédits documentaires.

Le résultat sur le portefeuille de placement se décompose de la façon suivante : plus-values de cessions 4 M€, dotations aux provisions 0,4 M€ et reprises de provisions 0,1 M€.

Le coût du risque se décompose quant à lui de la façon suivante :

— Dotations nettes aux provisions pour risques pays : 4 M€

— Dotations aux provisions clients : 1,4 M€

— Reprises de provisions et récupérations clients: 1,3 M€

Au final, le résultat net de la Banque progresse de 25% en 2016 pour atteindre 5 322 K€.

Le montant de l'Impôt sur les Sociétés atteint 3 063 K€ contre 2 473 K€ en 2015.

Les principales données du bilan sont les suivantes :

— Augmentation de 3% du total bilan à 791 077 K€. Les soldes clientèle ont augmenté, tant à l'actif qu'au passif, tandis que les soldes interbancaires ont diminué. Le solde des titres est quant à lui en légère croissance;

— L'ensemble des crédits à la clientèle s'établit à 557 253 K€ et représentent 70% du total de l'actif ;

— Les actifs interbancaires totalisent 175 393 K€ soit 22% du total du bilan ;

— Le total du passif, partiellement rémunéré, se répartit à hauteur de 602 659 K€ en ressources clientèle et à hauteur de 89 480 K€ en ressources banques ;

— Après affectation du résultat, les capitaux propres et réserves s'élèveront à 73 779 K€ (hors FRBG).

B. Perspectives d'avenir. — Maintenir une croissance soutenue en développant nos marchés dans différentes zones géographiques d'Europe, du Moyen-Orient et de l'Afrique sub-saharienne, optimiser le savoir-faire commercial autour des grandes lignes de métier de la Banque, diversifier sa base de déposants et développer ses relations avec le réseau du Groupe Audi, tels sont les principaux objectifs que Bank Audi France s'est fixés pour cette année.

Ainsi, tout en assurant un développement continu des produits offerts et en renforçant l'offre de services personnalisés pour les besoins de sa clientèle à Paris, la Banque devrait pouvoir atteindre ses objectifs.

Ainsi, les perspectives d'avenir pour 2017 sont les suivantes :

— Un Produit Net Bancaire à 22.8 M€ soit en progression (hors opérations sur le portefeuille titres) de 9% par rapport au réalisé de 2016 ;

— Des charges d'exploitation à 11.8 M€, en baisse de 2% par rapport au dernier exercice ;

— Au final, un Résultat Brut d'Exploitation qui atteindrait 11.0 M€, en progression (hors opérations sur le portefeuille titres) de 25% par rapport au réalisé de 2016.

1. Evénements significatifs intervenus depuis la date de clôture. — Aucun événement significatif n'est intervenu depuis le 31 décembre 2016.

2. Activités en matière de recherche et développement. — En application des dispositions de l'article L232-1 du code de commerce nous vous informons que notre société n'a engagé aucune dépense en matière de recherche et développement au titre de l'exercice écoulé.

3. Filiales et participations. — Notre société n'a pris aucune participation au cours de l'exercice 2016 et ne détient pas de filiales au 31 décembre 2016.

4. Montant des dividendes mis en distribution au cours des trois derniers exercices. — Un dividende de 4 millions € a été distribué en 2016. Ce montant était de 3,5 millions en 2015 et de 3 millions en 2014.

5. Augmentation du capital social réservée aux salariés dans les conditions prévues aux articles L.3332-18 et suivants du Code du Travail et L. 225-129-6 du Code de commerce. — Conformément aux dispositions des articles L3332-18 et suivants du Code du Travail, et L 225-129-6 du Code de commerce, un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital réservée aux salariés a été soumis à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 11 mars 2016. Au cours de cette Assemblée, il a été décidé de ne pas procéder à une telle augmentation.

6. Charges non déductibles fiscalement. — Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code Général des Impôts nous vous précisons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charges de dépenses non déductibles du résultat fiscal au titre de l'article 39-4 du Code Général des Impôts.

7. Délais de paiement des fournisseurs. — Conformément aux articles L441-6-1 (L.M.E. du 4/08/2008) et D441-4 (Code du commerce du 30/12/2008), l'ensemble des dettes de Bank Audi France à l'égard de ses fournisseurs est réglé dans un délai maximum de 30 jours après la date de réception de la facture ou d'exécution de la prestation. Nous vous présentons en annexe au présent rapport, en application de l'article L. 441-6-1 du Code de commerce, les informations sur les délais de paiement des fournisseurs et des clients, obligatoires pour les comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er juillet 2016.

8. Conventions réglementées. — Nous allons vous donner lecture du rapport des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article 225-38 du Code de commerce.

9. Proposition d'affectation du résultat.

Résultat net de l'Exercice	5 322 134,83€
Report à nouveau bénéficiaire :	12 356 914,05€
Total à répartir	17 679 048,88€
Que nous proposons d'affecter comme suit :	
Affectation 5 % à la réserve légale sur résultat de l'exercice 2016 :	266 106,74 €
Report à nouveau :	12 412 942,14 €
Dividende	5 000 000,00 €
Total affecté :	17 679 048,88 €

10. Tableau des résultats. — Le tableau des résultats des 5 derniers exercices tel que prévu par l'article R.225-81 du Code de commerce est joint en annexe au présent rapport.

11. Délégations dans le domaine des augmentations de capital. — Conformément à l'article L 225-100 du Code de commerce, nous vous informons qu'il n'existe pas de délégation en cours de validité accordée par l'Assemblée Générale des actionnaires au Conseil d'Administration dans le domaine des augmentations de capital.

12. Informations concernant les mandataires sociaux.

Liste des mandats sociaux : Conformément aux dispositions de l'article L225-102-1 du Code du commerce, nous vous présentons la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires sociaux au cours de l'exercice 2016 :

— Mme Sherine Audi : Directeur Général

— M. Noël Hakim : Directeur Général Délégué.

P.J. : Annexes

Résultats de la société au cours des cinq derniers exercices.

(En milliers Euros.)

Exercices concernés	2012	2013	2014	2015	2016
Capital en fin d'exercice					
Capital social	56 873	56 873	56 873	56 873	56 873
Nombre des actions ordinaires existantes	3 729 400	3 729 400	3 729 400	3 729 400	3 729 400
Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes					
Nombre maximal d'actions futures à créer					
Par conversion d'obligations					
Par exercice de droit de souscription					
Opérations et résultat de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors taxes	24 001	22 532	22 090	22 566	29 269
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	9 854	1 737	8 335	7 691	12 466
Impôt sur les bénéfices	1 900	1 595	2 396	2 473	3 063
Participation des salariés due au titre de l'exercice			53	66	137
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	2 792	2 971	3 674	4 259	5 322
Résultat distribué			3 000	3 500	4 000
Résultats par action (en euro)					
Résultat après impôt, participation des salariés, mais avant dotations aux amortissements et provisions	2,13	0,04	1,58	1,38	2,54
Résultat après impôt, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	0,75	0,80	0,99	1,14	1,43
Dividende attribué à chaque action			0,8	0,94	1,07
Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	56	59	59	57	59

Montant de la masse salariale de l'exercice	3 672	3 637	3 732	3 889	3 979
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (Sécurité sociale, œuvres sociales, etc.)	1 759	1 995	2 051	2 192	2 103

C. — Factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu (tableau prévu au I de l'article D. 441-4)

	Article D.441 I.- 1° : Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Article D.441 I.- 2° : Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement :												
Nombre de factures concernées												
Montant total des factures concernées h.t.												
Pourcentage du montant total des achats h.t. De l'exercice												
Pourcentage du chiffre d'affaires h.t. De l'exercice												
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées :												
Nombre des factures exclues	2											
Montant total des factures exclues	1 495											
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L.441-6 ou article L.443-1 du Code de commerce) :												
Délais de paiement de référence utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais légaux : 30ème jour suivant la date de réception ou d'exécution de la prestation. Le délai convenu entre les parties ne peut dépasser 60 jours, ou par dérogation 45 jours fin de mois, à compter de la date d'émission de la facture.						Délais légaux : 30ème jour suivant la date de réception ou d'exécution de la prestation. Le délai convenu entre les parties ne peut dépasser 60 jours, ou par dérogation 45 jours fin de mois, à compter de la date d'émission de la facture.					

Factures reçues et émises ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice (tableau prévu au II de l'article D. 441-4)

	Article D.441 - II. : Factures reçues ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice						Article D.441 - II. : Factures émises ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement :												
Nombre cumulé de factures concernées												
Montant cumulé des factures concernées h.t.												
Pourcentage du montant total h.t. Des factures reçues dans l'année												
Pourcentage du montant total h.t. Des factures émises dans l'année												
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées :												
Nombre des factures exclues	8											
Montant total des factures exclues	7 668											
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L.441-6 ou article L.443-1 du Code de commerce) :												
Délais de paiement de référence utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais légaux : 30ème jour suivant la date de réception ou d'exécution de la prestation. Le délai convenu entre les parties ne peut dépasser 60 jours, ou par dérogation 45 jours fin de mois, à compter de la date d'émission de la facture.						Délais légaux : 30ème jour suivant la date de réception ou d'exécution de la prestation. Le délai convenu entre les parties ne peut dépasser 60 jours, ou par dérogation 45 jours fin de mois, à compter de la date d'émission de la facture.					

D. — Procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du vendredi 10 mars 2017 à 10 heures.

Le dix mars deux mille dix-sept, les actionnaires de Bank Audi France, Société Anonyme au capital de EUR 56 873 350, dont le siège est à Paris 8ème, 73 Avenue des Champs Elysées, se sont réunis, à 10 heures, au siège social, sur convocation faite par le Conseil d'Administration le 20 février 2017 et confirmée par lettre adressée à tous les actionnaires et les Commissaires aux comptes.

Il a été dressé une feuille de présence qui a été signée par les actionnaires en entrant en séance. Dr. Baz assure la Présidence de l'Assemblée en sa qualité du Président du Conseil d'Administration.

M. Raymond Audi et Mme Shérine Audi sont appelés à remplir les fonctions de scrutateurs.

M. Adrien Mounier est désigné par le Bureau ainsi composé, comme secrétaire.

Dr. Baz constate, d'après la feuille de présence certifiée véritable par les membres du Bureau, que les actionnaires possédant 3 729 400 actions sur les 3 729 400 actions composant le capital social, sont présents ou représentés, qu'aucun actionnaire n'a voté par correspondance. L'Assemblée réunissant plus du quart du capital social est alors déclarée régulièrement constituée et peut donc valablement délibérer.

Dr. Baz dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- la lettre de convocation,
- la feuille de présence,
- les comptes et le bilan de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2016,
- le rapport du Conseil d'Administration sur la situation de la Société,
- le rapport général des Commissaires aux comptes et leur rapport spécial sur les opérations visées à l'article L.225-40 du nouveau Code de commerce,

- la note relative aux conventions courantes
- le projet des résolutions.

Dr. Baz déclare :

- que la liste des actionnaires, arrêtée le 14^{ème} jour avant la réunion de l'Assemblée, a été tenue à la disposition des actionnaires, au siège social, quatorze jours avant cette Assemblée,
 - que les Commissaires aux comptes ont été convoqués par lettre remise en main propre le jour de la convocation des actionnaires.
- Il précise que tous les documents dont la loi prescrit la communication ont été tenus à la disposition des actionnaires, au siège social, lieu de la réunion de l'Assemblée, depuis le jour de la convocation, ce qui est reconnu exact par tous les actionnaires présents, tant en leur nom que comme mandataires.

Le Président rappelle, alors, l'ordre du jour de l'Assemblée :

Première Résolution

1. Lecture du rapport du Conseil d'Administration sur la situation et l'activité de la Société et présentation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016, approbation de ce rapport.
- Quitus aux Administrateurs,
Lecture du rapport général des Commissaires aux comptes sur l'exécution de sa mission ; approbation de ce rapport

Deuxième résolution

2. Affectation des résultats de l'exercice.

Troisième Résolution

3. Distribution des Dividendes sur les 3 dernières années.

Quatrième résolution

4. Allocation de jetons de présence.

Cinquième Résolution

5. Conventions courantes.
- Lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées par l'article L.225-40 du Code de commerce ; approbation de ce rapport et, s'il y a lieu, des conventions visées par ce texte.

Sixième Résolution

6. Consultation sur l'enveloppe globale de rémunération des personnes visées à l'article L.511-71 du Code Monétaire et Financier, en application de l'article L.511-73 du même Code.

Septième Résolution

7. Décision sur le renouvellement du mandat des Commissaires aux comptes Denjean & Associés, représenté par Mme. Clarence Vergote, en sa qualité de titulaire en remplacement de M. Thierry Denjean pour une nouvelle durée de 6 ans.

Huitième Résolution

8. Pouvoirs
9. Questions diverses

Dr. Baz résume le contenu du rapport de gestion établi par le Conseil d'Administration. Il passe ensuite la parole aux Commissaires aux comptes afin qu'ils donnent lecture de leurs rapports, général sur les comptes sociaux au 31 décembre 2016 et spécial sur les conventions courantes.
Plus personne ne demandant la parole, le Président clôt les débats et propose de passer au vote des résolutions.

Première Résolution. — L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du bilan et du compte de résultat arrêtés au 31 décembre 2016, ainsi que de tous les documents tenus à la disposition des actionnaires, et après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration, du rapport sur les comptes annuels des Commissaires aux comptes, approuve ces bilans, comptes et rapports ainsi que les opérations et mesures qu'ils traduisent. En conséquence, elle donne aux Administrateurs quitus entier et sans réserve de leur gestion pour l'exercice écoulé.
Cette résolution est approuvée à l'unanimité.

Deuxième Résolution. — L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter comme suit le bénéfice net comptable :

	2016
Bénéfice net de l'exercice	5 322 134,83€
Report à nouveau de l'exercice précédent	12 356 914,05€
Total à répartir	17 679 048,88€
Dotation à la réserve légale (5% du Résultat de l'Exercice)	266 106,74€
Report à nouveau	12 412 942,14€
Dividende	5 000 000,00€
Total affecté	17 679 048,88€

Cette résolution est approuvée à l'unanimité.

Troisième Résolution. — L'Assemblée Générale prend acte de la distribution de dividendes au titre des trois exercices écoulés :

- 2014 : 3 500 000€
- 2015 : 4 000 000€
- 2016 : 5 000 000€

Cette résolution est approuvée à l'unanimité.

Quatrième Résolution. — L'Assemblée Générale prend acte de la proposition du Conseil qu'il soit distribué des jetons de présence aux Administrateurs et aux membres du Comité des Risques au titre de l'exercice 2016 d'un montant global de **149 819 EUR** à l'ensemble, excepté pour l'Administrateur dirigeant.

Cette résolution est approuvée à l'unanimité.

Cinquième Résolution. — L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L.225-40 du Code de commerce, décide d'approuver ce rapport dans tous ses termes.

Cette résolution est approuvée à l'unanimité.

Sixième Résolution. — L'Assemblée Générale, après avoir été consultée sur l'enveloppe globale de rémunération, vérifiée durant l'exercice 2016, des personnes visées à l'article L 511-71 du Code Monétaire et Financier, en application de l'article L 511-73 du même Code, en approuve le montant.

Cette résolution est approuvée à l'unanimité.

Septième Résolution. — L'Assemblée Générale, après avoir constaté que le mandat de l'un des Commissaires aux comptes, Denjean & Associés, représenté par M. Thierry Denjean, comme titulaire, est arrivé à expiration, décide :

De renouveler le mandat de Denjean & Associés, en nommant comme titulaire Mme. Clarence Vergote, en remplacement de M. Thierry Denjean pour une période de six exercices, y compris celui en cours, et qui par conséquent prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Huitième Résolution. — L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait certifié des présentes, à l'effet d'accomplir toutes formalités.

Cette résolution est approuvée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 11 heures ;

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Président, Les Scrutateurs et le Secrétaire.

Le Président

Le Secrétaire

Les Scrutateurs

E. — Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société BANK AUDI FRANCE, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels. — Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations. — En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Le provisionnement des risques de crédit et l'évaluation du portefeuille de titres constituent des domaines d'estimation comptable significative dans toute activité bancaire :

— Votre société constitue des provisions pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités (notes B (b et c), 3, 15 et 24). Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à leur couverture par des provisions à l'actif ou au passif du bilan.

— La note B (d) de l'annexe présente les règles définies par votre société pour l'évaluation des titres de placement et d'investissement. Dans le cadre de notre appréciation de ces valeurs, nous avons examiné les éléments ayant conduit à leur détermination.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Paris et à Paris-La Défense, le 23 février 2017.

Les Commissaires aux comptes :

DENJEAN et ASSOCIES :

Thierry DENJEAN ;

ERNST & YOUNG Audit :

Hassan BAAJ.

F. — Rapport Spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

(Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016)

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre société nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation. Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des Commissaires aux comptes relative à cette mission.

Conventions soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale. — Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L.225-38 du Code de commerce.

Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale. — Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Fait à Paris et à Paris-La Défense, le 23 février 2017.

Les Commissaires aux comptes :

DENJEAN et ASSOCIES :
Thierry DENJEAN ;

ERNST & YOUNG Audit :
Hassan BAAJ.

Le rapport de gestion peut être obtenu à l'adresse suivante : Bank Audi France, 73 avenue des Champs Elysées – 75008 Paris.

1700687